

https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=176

Mise en perspective des relations Nord/Sud – Les fondements d'une solidarité entre citoyen-ne-s

- Écrits -

Date de mise en ligne : jeudi 2 décembre 2010

Date de parution : 1991

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

Voici 5 ans, le 21 juillet 1995, décédait Ernest Mandel (1923-1995), militant marxiste, connu notamment pour ses travaux économiques et pour ses analyses politiques. Ernest Mandel a soutenu dès le départ la création du CADTM et a participé comme conférencier aux premiers grands rassemblements internationaux organisés par celui-ci à Bruxelles en 1991 (aux côtés de Susan George, René Dumont et Gilles Perrault) et en 1993 (aux côtés d'Abraham Serfaty, Susan George, Nawaal El Saadawi et Michel Chossudovsky). Nous publions ci-après un texte inédit d'Ernest Mandel rédigé en 1991 dans le cadre de son militantisme pour l'annulation de la dette du Tiers Monde et la libération des peuples du Sud. Dans cette contribution, Ernest Mandel met en perspective historique les relations Nord Sud en utilisant la grille d'analyse marxiste, il en vient à la question des mécanismes de drainage des richesses du Sud vers le Nord (le remboursement de la dette du Tiers Monde comme l'échange inégal) et argumente en faveur de la solidarité entre travailleurs du Sud et du Nord. L'énorme intérêt de l'apport d'Ernest Mandel au travers de ce texte est la mise en évidence du cadre historique global dans lequel s'insèrent des combats comme celui de l'annulation de la dette du Tiers Monde.

Quels ont été les effets de la domination impérialiste sur les pays du Tiers Monde ?

Ernest Mandel : L'écart de développement et de bien-être entre les pays dits du « Tiers Monde » et les métropoles impérialistes s'est considérablement aggravé à l'époque impérialiste. Celle-ci débute en gros vers les années 1890. Elle se caractérise notamment par le fait que, dans les métropoles, l'exportation des capitaux se substitue à l'exportation des marchandises comme but principal des grandes entreprises industrielles et financières qui se transforment progressivement en trusts monopolistiques.

De ce fait, la domination politique des pays vers lesquels ces capitaux sont exportés s'impose. Lorsqu'on exporte des marchandises, les problèmes cessent dès que celles-ci sont payées, généralement après trois mois. Lorsqu'on exporte des capitaux, ceux-ci sont immobilisés et non entièrement rentabilisés et amortis pendant des années. Le contrôle politique permanent doit assurer cette rentabilité et cette récupération à long terme.

Ainsi, les puissances impérialistes transforment la plupart des pays sous-développés en colonies. En Asie et en Afrique, seuls l'Ethiopie, l'Iran, l'Afghanistan et la Chine échappent à ce sort (l'empire ottoman est un empire en crise de décomposition, mais il survit tant bien que mal jusqu'à la première guerre mondiale).

Mais tout en conservant leur indépendance politique formelle, ils se transforment de plus en plus en pays semi-coloniaux, c'est-à-dire en pays contrôlés financièrement et économiquement par les puissances impérialistes. Ceci est également le sort des pays d'Amérique latine et des pays balkaniques (après la première guerre mondiale, des pays d'Europe orientale).

Sous la domination impérialiste, la modernisation des pays coloniaux et semi-coloniaux est doublement bloquée. D'une part, les métropoles leur imposent une économie complémentaire à celle des pays impérialistes. Ils les cantonnent dans la production et l'exportation de matières premières et de produits agricoles très souvent même marquée par la monoculture et la monoproduction. Les prix de ces produits sont totalement sous l'empire du marché mondial contrôlé par les grands trusts et les grandes banques, sujets à de violentes fluctuations. Cela débouche progressivement sur la ruine des petits producteurs, sur une misère et un chômage chronique. D'où l'étroitesse du marché intérieur dans ces pays, ce qui crée un obstacle supplémentaire à l'industrialisation.

D'autre part, le pouvoir colonial maintient le plus souvent en place les anciennes classes possédantes dans ces pays, qui pratiquent l'exploitation semi-féodale des paysans. La rente agraire est très élevée. Les paysans s'endettent de plus en plus. Ils sont exposés à l'usure qui les étouffe. Il y a donc combinaison d'exploitation capitaliste et d'exploitation précapitaliste. Le maintien de systèmes d'oppression barbares tel le système des castes

en Inde aggrave encore cette surexploitation.

Tout cela se résume dans la formule : la modernisation est bloquée. Dans des pays comme l'Inde et la Chine, le début de modernisation qui s'était produit antérieurement, est même renversé.

Mais au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le colonialisme a en gros disparu ?

E.M. : Il est vrai que l'essor du mouvement de libération dans les colonies à partir de l'instauration nationale en Inde en 1942-1943, puissamment stimulé au lendemain de la guerre par les révolutions en Indonésie et au Vietnam, puis surtout par la victoire et la révolution chinoise, ont amené les puissances coloniales à abandonner progressivement la domination politique directe sur leurs colonies.

Le fait que la puissance impérialiste hégémonique de l'époque, l'impérialisme américain, ne détenait que peu de colonies, joua dans le même sens. L'abandon des structures coloniales ouvrait la voie à une domination américaine se substituant à celle des anciennes puissances coloniales. L'Egypte, par exemple, cessa d'être dominée par la Grande-Bretagne pour tomber sous la férule des Etats-Unis.

Les anciennes colonies accédèrent ainsi à l'indépendance politique mais cela ne signifia point qu'elles acquirent une véritable indépendance par rapport à l'impérialisme (à l'exception de l'Indochine et de la Corée du Nord).

La domination directe se transforma en domination indirecte. Le colonialisme se transforma en néo-colonialisme. La dépendance économique, financière et très souvent militaire resta prédominante, comme dans les pays semi-coloniaux. De ce fait, les obstacles sur la voie du développement économique et de la modernisation sociale globale restèrent prédominants.

Est-ce que ce blocage a été et reste total ?

E.M. : Non. A ce propos, de nombreux idéologues - tant non-marxistes que se revendiquant du marxisme - ont commis des erreurs d'analyse et de prédiction graves, surtout au cours des années 1960. En fait, un certain nombre de pays du Tiers Monde ont connu un début d'industrialisation et de modernisation en deux vagues :

- * la première s'étalant entre 1935 et 1955 surtout en Amérique latine ;
- * la deuxième s'étalant plus tard, surtout à partir des années 1970, dans une série de pays d'Asie, au Brésil, en Afrique du Sud, en Egypte, en Irak (en Inde et en Egypte, le processus avait commencé plus tôt).

Ceux qui portent ce début d'industrialisation représentent une coalition de forces au pouvoir passablement différente des anciennes structures dominantes. Celles-ci étaient fondées sur une alliance entre le capital étranger impérialiste, la bourgeoisie dite compradore (commerçante et usuraire) intimement associée au capital étranger, et des propriétaires fonciers et autres classes dominantes traditionnelles.

La nouvelle coalition réunit une aile moderniste des militaires, une bourgeoisie monopoliste autochtone en voie d'apparition et quelques multinationales impérialistes jouant la carte de la semi-industrialisation du Tiers Monde.

Peut-on en conclure que l'industrialisation et la modernisation du Tiers Monde sont tout de même possibles sous le capitalisme, fût-ce à la longue ?

E.M. : Pas du tout. Tout d'abord, les pays ayant connu une semi-industrialisation ne constituent qu'une petite minorité des pays du Tiers Monde. La grande majorité de ces pays continuent de croupir dans un sous-développement prononcé. Ensuite, il s'agit bien d'une semi-industrialisation et non d'une industrialisation progressivement cumulative. Le secteur capitaliste moderne reste généralement combiné avec un secteur archaïque (Taïwan et la Corée du Sud étant les deux exceptions à cette règle). C'est manifestement le cas de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Mexique.

Du même fait, la dépendance par rapport à l'impérialisme reste puissante : dépendance avant tout technologique et financière, mais aussi commerciale et militaire. De brusques retournements de la conjoncture économique internationale provoquent des arrêts ou même des reculs du développement. Ils confirment la vulnérabilité de ces pays.

Finalement, un nouveau Â« développement inégal et combiné Â» se dessine dans ces pays. La dépendance technologique et financière entraîne un drainage de ressources vers les métropoles impérialistes, par le biais de l'échange inégal fondé sur la différence du niveau de productivité moyenne du travail avec les métropoles. Ce drainage freine évidemment le développement économique à long terme. Le nouveau Â« bloc au pouvoir Â» s'efforce de contrebalancer ce handicap en pesant sur les salaires (sur les Â« coûts du travail Â»). Mais comme l'industrialisation stimule le développement de la classe ouvrière et donc, la naissance d'un mouvement ouvrier combatif, il a souvent recours à des régimes dictatoriaux ou à des mesures de répression sévères afin d'entraver cet essor.

Cela limite l'ampleur du marché intérieur, fait dépendre l'industrialisation des succès d'une politique d'exportation débridée et accentue ainsi la dépendance par rapport aux multinationales impérialistes qui dominent le marché mondial.

Mais le drainage des ressources du Sud vers le Nord n'est-il pas un phénomène général qui concerne l'ensemble du Tiers Monde, pas simplement des pays dépendants semi-industrialisés ?

E.M. : En Effet. Il est vrai que les pays du Tiers Monde relativement plus développés disposent de plus de ressources et peuvent donc être plus facilement pillés que les pays les plus pauvres dont on ne peut tirer grand chose. Ainsi, l'essentiel de la fameuse Â« Dette du Tiers Monde Â» est concentrée sur quelques pays relativement moins sous-développés : Mexique, Brésil, Corée du Sud, Argentine, etc.

Mais ceci dit, il s'agit d'un phénomène général de pillage. Rien que la détérioration des termes de l'échange (rapport des prix des produits exportés et des prix des produits importés) a fait perdre à l'ensemble des pays du Tiers Monde plus de ressources depuis dix ans que le service de la dette.

L'effet combiné de cette détérioration, de l'endettement croissant, du ralentissement de la croissance par suite de la mauvaise conjoncture économique internationale, a été un effroyable accroissement de la misère du tiers Monde. L'opinion occidentale, y compris celle de gauche, ne s'en rend pas suffisamment compte. Elle ne réagit pas encore avec l'indignation et le savoir-faire politiques nécessaires pour répondre à cette véritable montée de la barbarie.

Qu'est-ce à dire ?

E.M. : Un milliard d'êtres humains qui vivent dans la partie la plus pauvre du Tiers Monde, ont connu une détérioration de leur niveau de vie moyen de l'ordre de 30 à 40%. Quand on sait combien ce niveau de vie était déjà bas au départ, on se rend compte de la gravité du phénomène. Leur niveau d'alimentation est celui d'un camp de concentration nazi avant 1941. Chaque année, 16 millions d'enfants meurent de faim et de maladies parfaitement curables dans les pays du Tiers Monde. Il y a une montée en flèche d'épidémies typiques de la misère comme le choléra qui, en 1991, s'étend du Pérou au reste de l'Amérique latine. Des catastrophes dites naturelles, comme celles qui frappent régulièrement le Bangladesh, sont en réalité des catastrophes causées par le manque de ressources consacrées aux travaux d'infrastructure, c'est-à-dire par le sous-développement.

Même du point de vue des puissances impérialistes, il s'agit d'une politique de gribouille. Les conséquences de cette montée d'une misère effroyable dans le Tiers Monde se répercutent en Occident et au Japon. Le Tiers Monde est un client non sans importance des puissances impérialistes. Sa misère étrangle l'expansion du commerce mondial.

Voilà pourquoi les secteurs Â« éclairés Â», plus libéraux de la bourgeoisie impérialiste, représentant surtout les exportateurs et ayant quelquefois des sociaux démocrates comme Willy Brandt comme porte-parole, ont une attitude plus Â« raisonnable Â» en matière de dette du Tiers Monde et de Â« l'aide au Tiers Monde Â» que les secteurs les plus grippe-sous dans les milieux bancaires qui cherchent désespérément à tirer du sang des pierres...

Le pillage du Tiers Monde n'est-il pas la source principale des la richesse relative des pays impérialistes, et donc, aussi du niveau de vie plus élevé des travailleurs et travailleuses de l'Occident et du Japon ?

E.M. : Ce n'est pas si simple que cela. Sans aucun doute, la surexploitation des producteurs du Tiers Monde est une source de surprofits des monopoles et de la grande bourgeoisie métropolitaine en général. L'existence de ces surprofits facilite des concessions matérielles aux salarié(e)s des pays occidentaux. Mais la plupart de ces surprofits dans l'ensemble des profits de cette bourgeoisie, est quand même réduite. La majeure partie de la plus-value qu'accaparent les monopoles impérialistes est produite par les salarié(e)s des pays impérialistes eux-mêmes : nous dirions en gros 80% ou plus.

Lorsque les profits baissent en Occident, la principale riposte du grand capital, c'est d'attaquer ses propres travailleurs, c'est la politique d'austérité, ce sont les attaques contre les salaires directs et indirects de ses propres salariés. Ces attaques se traduisent par une réduction du niveau de vie plus limitée que celle qui se produit dans le Tiers Monde. Mais, en quantités absolues, les ressources globales supplémentaires qui affluent ainsi vers le grand capital, sont bien plus considérables que celles qui proviennent du Tiers Monde.

En général, il faut saisir la réalité mondiale comme fondée sur une pyramide de pouvoir, de fortunes, de ressources et de misère.

Les grands monopoles impérialistes se trouvent au sommet de la pyramide. Puis viennent les Â« nouveaux Â» et Â« anciens Â» super-riches des pays du Tiers Monde même, qui se sont enrichis et continuent de s'enrichir de manière particulièrement scandaleuse. Ensuite viennent les classes moyennes des pays dits riches. Puis les classes moyennes des pays dits pauvres. Puis le prolétariat occidental. Puis le prolétariat et les paysans pauvres des pays pauvres. Puis les marginalisés des pays riches. Finalement, les marginalisés du Tiers Monde.

Une vue réaliste de cette hiérarchie réfute ceux qui affirment que la lutte prédominante aujourd'hui oppose nations à nations, voire races à races. Plus que jamais, les antagonismes fondamentaux sont des antagonismes entre classes sociales et fractions majeures de classes sociales.

Il y a donc une base réelle pour la solidarité internationale entre salarié(e)s des pays Â« riches Â» et des salarié(e)s des pays Â« pauvres Â» ?

E.M. : Absolument. Les multinationales, le grand capital monopolistique, appliquent de plus en plus une stratégie mondiale. Ils déplacent lieux de production, capitaux, main d'œuvre, déchets de production nuisibles d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, d'un océan à l'autre. Ils utilisent le chantage au déplacement des centres de production vers des pays à bas salaires (pas seulement ceux du Tiers Monde d'ailleurs) comme moyen de pression permanent à l'égard du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière des métropoles : Â« acceptez des réductions de salaires, sinon nous ferons produire ailleurs où les salaires sont plus bas Â». Mais comme les multinationales trouveront toujours des pays où les salaires sont encore plus bas, accepter ce chantage signifierait entrer dans un cercle vicieux de réduction permanent de bien-être dans tous les pays.

La seule riposte efficace à cette offensive mondiale du grand capital, c'est d'y opposer l'action commune des salarié(e)s du monde entier. C'est-à-dire : Â« Tou(te)s ensemble, nous n'accepterons aucune réduction de salaire nulle part. Nous nous battons partout contre les licenciements, notamment au moyen d'une réduction de la durée du

travail ». Il faut aider les syndicats du Tiers Monde à élever les salaires dans leurs pays et non faire baisser les salaires d'Occident vers le niveau du Tiers Monde.

Cela ne signifie point un obstacle au développement du Tiers Monde. Cela implique un autre modèle de développement, davantage centré sur le développement de la consommation, le marché intérieur, l'élimination progressive de la misère.

L'impulsion de départ doit venir des salarié(e)s des pays impérialistes. C'est un devoir de solidarité qui se combine avec l'intérêt matériel. Ce devoir de solidarité implique la lutte pour rendre les peuples d'Occident conscients de la misère du Tiers Monde, implique une lutte pour l'annulation intégrale de la dette du Tiers Monde, implique une lutte sans merci contre toute forme de racisme et de xénophobie. [didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)